

Direction de la Stratégie et des Moyens  
Service du développement territorial  
Bureau de l'aménagement durable

Tarbes, le 19 octobre 2015

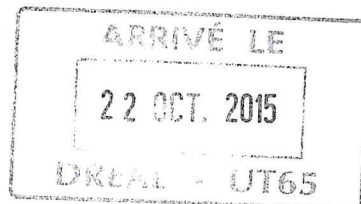
Affaire suivie par :

Mme Maryse RAYMOND

☎ 05.62.56.63.76

☎ 05.62.56.63.52

[maryse.raymond@hautes-pyrenees.gouv.fr](mailto:maryse.raymond@hautes-pyrenees.gouv.fr)



## Notification d'Arrêté Préfectoral

\*\*\*\*\*

Arrêté préfectoral en date de ce jour,

Mise en demeure à l'encontre de la « Société des Carrières du Lavedan »

Destinataires	pour exécution	pour information
Le Maire de VIGER	X	
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - unité territoriale 65/32	X	
La Sous-Préfète de l'arrondissement d'ARGELES-GAZOST		X
le Procureur de la République près le tribunal de grande instance de TARBES		X
le Commandant de groupement de la gendarmerie		X

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Chef de bureau,



Jean-Michel LAVEDAN



PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens

Service du développement territorial

Bureau de l'aménagement durable

**INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté Préfectoral portant mise en demeure  
à l'encontre de la « Société des Carrières du Lavedan »**

**Commune de VIGER**

**La Préfète des Hautes-Pyrénées,**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret n°2004-389 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002-120-02 du 30 avril 2002 modifié par arrêté préfectoral complémentaire n° 2014083-0049 du 24 mars 2014 autorisant la S.A.R.L. « Société des Carrières du Lavedan », à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et de dolomie et des installations de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de VIGER ;

**Vu** le rapport n° R-15272 de l'inspection des installations classées en date du 12 octobre 2015 ;

**Considérant** que la « Société des Carrières du Lavedan » ne respecte pas les dispositions des articles 19.4.1 (non respect du phasage d'exploitation), 19.4.2 (côte maximale d'exploitation), 19.4.2.1 (repérage sur site des différents secteurs de la carrière), 19.4.2.4 (piège à blocs en pied des zones instables de la zone dite « gréseuse »), 19.4.2.2 (dimensions du merlon à la cote 446) et 19.4.2.8 (absence de fossé de gestion des eaux au niveau de la piste centrale) ;

**Considérant** que l'article L.171-8-I du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'urgence, la mise en demeure « fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique et l'environnement » ;

**Considérant** qu'en l'espèce, la poursuite de l'exploitation au-delà de la cote 520 mNGF, au dessus d'une zone identifiée comme instable et sans disposer d'éléments d'appréciation, est susceptible de présenter des dangers graves pour la santé, la sécurité publique et l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :**

La « Société des Carrières du Lavedan » est mise en demeure d'interdire immédiatement l'accès de la piste au-delà de la cote 520 mNGF.

## **ARTICLE 2 :**

La « Société des Carrières du Lavedan » est mise en demeure, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 19.4.2.4 (piège à blocs en pied des zones instables de la zone dite « gréseuse »).

## **ARTICLE 3 :**

La « Société des Carrières du Lavedan » est mise en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles 19.4.2.1 (repérage sur site des différents secteurs de la carrière), 19.4.2.2. (dimensions du merlon à la cote 446) et 19.4.2.8 (absence de fossé de gestion des eaux au niveau de la piste centrale).

## **ARTICLE 4 :**

Si à l'expiration du délai fixé à l'article précédent, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement - consignation de somme, suspension d'activité, amende administrative, astreinte journalière, travaux d'office -, indépendamment des poursuites pénales.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de VIGER pendant une durée minimum d'un mois.

## **ARTICLE 6 :**

Cette décision peut faire l'objet d'appel devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

## **ARTICLE 7 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,  
Le Maire de VIGER,  
Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, unité territoriale Hautes-Pyrénées Gers,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée :

### **- pour notification, à :**

- la Société des Carrières du Lavedan,

### **- pour information, :**

- à la Sous-Préfète d'Argelès-Gazost,
- au Procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de Tarbes,
- au Commandant du groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Tarbes, le 19 octobre 2015

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Alain CHARRIER